

-XII-

Organisation et statuts de l'"Union Ouvrière Générale" (AAU)

1. Toute personne qui reconnaît le programme et les statuts de l'"Union Ouvrière Générale" (AAU) peut en devenir membre.

2. L'AAU est organisée selon le système des conseils. Les organisations d'entreprise en constituent la base. Elles se rassemblent en groupes locaux et en régions économiques. L'ensemble des groupes locaux et des régions économiques constitue l'AAU.

3. Dans toutes les entreprises, les travailleurs élisent leurs personnes de confiance.

4. Parmi les personnes de confiance, les membres élisent un président, un secrétaire, un trésorier et leurs adjoints. Ceux-ci constituent le conseil de l'organisation locale.

5. Chaque groupe local délègue un camarade au conseil d'action qui constitue l'exécutif du district économique.

6. Chaque district économique délègue un camarade au comité économique national, qui constitue l'exécutif du Reich.

7. Tous les fonctionnaires sont révocables à tout moment.

8. La réglementation du paiement des cotisations comme la fixation de leur niveau est l'affaire des organisations indépendantes d'entreprise, locales, de district. Le financement du comité économique national s'effectue par le procédé de la répartition. Les districts économiques et les groupes locaux sont tenus de virer au comité économique national les sommes requises.

9. Reste du ressort des groupes locaux et des districts économiques la tâche d'assurer la protection juridique et les secours auxquels ils doivent faire face par répartition lors de grèves, de lock-outs et de mesures disciplinaires.

10. Est exclu de l'AAU celui qui agit à l'encontre de ses principes et de ses décisions.

11. Le congrès national est convoqué en fonction des besoins. Sur proposition d'un tiers des districts économiques existants, le comité économique national est tenu de convoquer un congrès extraordinaire. La convocation d'un congrès national doit être communiquée aux districts économiques quatre semaines avant sa tenue, et 20 jours pour un congrès extraordinaire. Toutes les motions déposées en vue du congrès national ordinaire doivent être soumises au comité économique national 20 jours avant le congrès, et le comité a 14 jours au plus tard avant la tenue du congrès pour les présenter à tous les districts économiques. L'élection des délégués a lieu lors de l'assemblée générale du district économique.

Un délégué est envoyé au congrès national pour les 500 premiers membres du district économique, auquel s'ajoute un autre délégué par millier ou fraction de millier, mais avec un maximum de sept délégués. Afin de faire des économies sur les frais d'envoi au congrès national, le vote a lieu non pas en fonction du nombre de délégués, mais en fonction du nombre des membres à représenter.

Les décisions du congrès national n'engagent tous les membres que si des questions de programme et d'organisation ont été soumises à l'ensemble des membres suffisamment à l'avance pour qu'une prise de position soigneusement réfléchie leur ait été possible.

Tiré de *Die Allgemeine Arbeiter-Union* (Organisation des conseils révolutionnaire), du district économique du Grand Berlin, 1921.

-XIII-

Programme de l'AAU adopté lors du Congrès national de Leipzig (du 12 au 14 décembre 1920)

1. L'AAU lutte pour l'union du prolétariat en tant que classe.
2. Son but est la société sans classes, et la prochaine étape la dictature du prolétariat, c'est-à-dire le pouvoir exclusif de décision du prolétariat sur toutes les institutions politiques et économiques de la société, grâce à l'organisation des conseils.
3. La réalisation graduelle de l'idée des conseils représente le développement progressif de la conscience de soi de la classe prolétarienne. Les véritables dictateurs sont des mandataires des conseils qui doivent exécuter leurs décisions. Les conseils peuvent être convoqués à tout moment par leurs mandants. Il ne peut être question de soi-disant "chefs" que comme conseillers.
4. L'AAU rejette toutes les méthodes de lutte réformistes et opportunistes.
5. L'AAU s'oppose à toute participation au parlement, car elle signifie le sabotage de l'idée des conseils.
6. De la même façon, l'AAU refuse toute participation aux conseils d'entreprise légaux en raison du risque de communauté de travail avec le patronat.
7. L'AAU s'oppose au syndicalisme révolutionnaire dans la mesure où il a une attitude de refus de l'idée des conseils.
8. Mais l'AAU s'attaque tout particulièrement, et avec la plus extrême dureté, aux syndicats qui représentent le bastion principal qui s'oppose au développement de la révolution prolétarienne en Allemagne, le bastion principal qui s'oppose à l'unité du prolétariat en tant que classe.
9. L'organisation unitaire est le but de l'AAU. Tous ses efforts sont dirigés vers ce but à atteindre. Sans reconnaître le droit à l'existence des partis politiques (car l'évolution historique pousse à leur dissolution), l'AAU ne mène pas de lutte contre l'organisation politique du KAP, lequel a en commun avec l'AAU le but et la méthode de lutte, mais elle fait tout son possible pour aller de l'avant, ensemble avec lui, dans la lutte révolutionnaire.
10. La tâche de l'AAU est la révolution dans l'entreprise. Elle prend à cœur l'éducation politique et économique des travailleurs.
11. Dans la phase de la prise du pouvoir politique, l'organisation d'entreprise devient elle-même un maillon de la dictature prolétarienne, laquelle s'exerce dans l'entreprise par l'intermédiaire des conseils d'entreprise qui s'édifient à partir de l'organisation d'entreprise. L'organisation d'entreprise prend fait et cause pour que le pouvoir politique ne soit exercé que par l'exécutif des conseils.

Tiré de *Die Allgemeine Arbeiter-Union* (Organisation des conseils révolutionnaire), du district économique du Grand Berlin, 1921.

Les problèmes fondamentaux de l'organisation (Otto Rühle)

I.

Le parti et le syndicat sont les organisations du prolétariat, possédant une conscience de classe, qui sont issues de l'époque prérévolutionnaire.

C'est dans ces organisations que la classe ouvrière a mené sa lutte de classe contre le système capitaliste de la société bourgeoise.

Dans cette lutte, la défense des intérêts politiques avec des buts à long terme revint au parti, tandis que le syndicat combattait pour les intérêts économiques quotidiens immédiats. Cette séparation des tâches répondait aux conditions de la lutte de classe qui résultaient du caractère et de la structure de la société de l'âge prérévolutionnaire.

La génération ouvrière adulte d'aujourd'hui a grandi, dans la mesure où elle participe à la lutte de classe, dans ces deux organisations : le parti et le syndicat.

Elle a vu et elle voit encore dans l'appartenance à ses organisations le premier devoir du prolétaire ayant une conscience de classe, la preuve de la maturité politique et l'expression de la volonté de lutte de celui-ci. Le fait d'être organisé politiquement et syndicalement a été et est encore considéré par elle comme quelque chose de si naturel, de si sérieux, et presque de si sacré, que toute tentative de lui faire abandonner ses organisations lui apparaît comme un acte hostile, réactionnaire, dirigé contre les intérêts de la classe ouvrière.

Ceux qui ont vieilli dans cette tradition n'en pensent pas pour autant que tout était bien et juste dans le monde de leur temps. Lorsque ce temps est terminé, ce qui était bien devient mal, ce qui était juste, faux : la raison devient déraison, et le bienfait, malheur.

La révolution, cette époque de transformations radicales qui détruira l'édifice de cette société de telle sorte qu'il n'y demeurera pas pierre sur pierre, passe aussi sur les organisations du prolétariat non sans laisser de traces. Elle renverse l'ancien afin de tirer de ses ruines une nouvelle vie.

Il est donc temps d'examiner les questions suivantes : quelles sont les situations et les conditions qui ont conféré une si grande importance au parti et au syndicat à l'époque prérévolutionnaire? Ces hypothèses existent-elles encore aujourd'hui, et le parti et le syndicat peuvent-ils continuer à exister étant donné les expériences et les nécessités du temps présent? Ou bien alors de nouvelles conditions et des objectifs plus élevés pour la lutte de classe poussent-ils par exemple à créer des structures organisationnelles plus actuelles, plus rationnelles et plus efficaces? Et si oui, quelle sorte d'organisation est désormais l'organisation de la révolution, de l'époque révolutionnaire et socialiste?

II. Le parti

Le parti est d'origine bourgeoise. Il représente l'organisation classique de défense des intérêts de la bourgeoisie. Sa naissance date de l'époque où la classe bourgeoise est arrivée au pouvoir. Et, en effet, il se crée comme conséquence du parlement. Le parlement de son côté a résulté de l'organisation de l'État bourgeois; il constitue l'une de ses formes apparentes et agissantes les plus importantes et les plus caractéristiques. En conséquence : État de classe

bourgeois-capitaliste, parlement et parti, vont ensemble et ne font qu'un; l'existence de l'un conditionne l'existence de l'autre, chacun ne fonctionne qu'en relation avec les autres.

Si le pouvoir législatif était placé, dans l'État féodal, entre les mains du monarque autocrate qui faisait connaître sa volonté souveraine par des décrets ou des oukases, il passa, dans l'État bourgeois (qui, dans sa forme évoluée, s'est présenté comme une république), au parlement, un corps composé de représentants élus du peuple, c'est-à-dire en majorité des couches possédantes du peuple. Finalement, le parlement détermina également le gouvernement, du moins les sommets de l'appareil administratif bureaucratique de l'État.

Afin d'accroître leur influence sur les pouvoirs législatif et administratif, les différents groupes d'intérêts de la classe bourgeoise se sont associés en unions électorales politiques à des fins de propagande électorale, de recherche de voix, etc.. C'est de ces unions que naquirent, avec des traits programmatiques plus marqués et avec une structure organisationnelle plus rigoureuse, les partis. Les partis bourgeois pour la représentation et la défense des intérêts bourgeois dans le parlement bourgeois.

Dans la mesure où le prolétariat est devenu une classe et où il a appris à se considérer comme une classe particulière avec ses intérêts propres, il a abandonné la mouvance des groupes bourgeois, il s'est présenté de façon autonome aux élections parlementaires et il s'est organisé à cette fin en ligues prolétariennes, en ligues électorales (Ligue ouvrière générale allemande, Fédération des ligues ouvrières allemandes, Ligues électorales Démocrates et Sociales-démocrates), et plus tard en partis (Parti Ouvrier Social-démocrate d'Eisenach, Parti Ouvrier Socialiste d'Allemagne, Parti Social-démocrate d'Allemagne).

Le parti, en tant que structure organisationnelle politique, est donc issu de l'époque bourgeoise, il est né de la nature de l'État bourgeois, il est conditionné par le parlement bourgeois et il est organisé pour faire de la politique selon la méthode bourgeoise, c'est-à-dire au moyen de l'activité parlementaire. Quand bien même ses membres se recrutent dans le prolétariat, il ne peut renoncer à ce caractère et s'en dépouiller, aussi bien dans sa structure organisationnelle et technique que dans sa fonction politique et tactique; il reste un rassemblement de forces de lutte qui agissent selon les besoins et les exigences de la politique bourgeoise, une formation et une arme pour les luttes d'intérêts sur la base de la politique bourgeoise, un instrument qui n'est fonctionnel et efficace que dans le cadre des méthodes de la politique bourgeoise.

Le parti, d'origine bourgeoise, est donc également de nature bourgeoise.

Sa nature bourgeoise est caractérisée, du point de vue organisationnel, par le centralisme.

III. Le centralisme

Le centralisme est un principe d'organisation selon lequel toutes les activités d'une organisation, ainsi que sa direction et son but, partent d'un centre et reviennent vers lui.

Il trouve toujours son application là où quelques-uns veulent régner sur le plus grand nombre. Dans l'État bourgeois, qui est le pouvoir organisé de domination d'une minorité (la bourgeoisie) sur la majorité (le prolétariat), le centralisme trouve son application et sa réalisation classiques. La bureaucratie, le fisc, la justice, l'enseignement, mais avant tout l'armée, présentent une structure strictement centralisée.

Le parti incarne aussi le principe de centralisme. Il est analogue à une pyramide qui s'élève par degrés. En bas, la masse des membres qui doivent payer et obéir; sur les degrés intermédiaires, un certain nombre de chefs selon un ordre hiérarchique échelonné, avec des traitements de plus en plus élevés, des compétences de plus en plus grandes, et un pouvoir de commandement de plus en plus fort. À la tête (la centrale) enfin, la plus haute autorité et la

décision finale chez quelques personnes ou bien chez un homme unique. Toute initiative, toute disposition, toute influence, tout pouvoir discrétionnaire, se trouvent chez les chefs; ils ont entre leurs mains l'appareil administratif, la liste des orateurs, les mandats, la presse et la caisse. La masse est tenue en lisière, menée comme une troupe, maintenue dans la dépendance et l'asservissement par la brutalité de type militaire ou par la flatterie rusée; elle constitue le bétail qui apporte ses voix lors des élections; sa plus haute vertu est l'obéissance aveugle – la discipline de parti.

Le centralisme a l'avantage de concentrer les forces disponibles, de les rassembler en une unité, de les coordonner en un tout, et ainsi de les rendre capables d'un rendement plus grand si l'on se place du point de vue unitaire; mais il a l'inconvénient de tuer l'initiative particulière, de paralyser la volonté des membres, d'entraver le déploiement d'énergie individuel, et en cela de contrecarrer le développement de l'individu vers une personnalité indépendante, vers la conscience de soi et vers l'autonomie. C'est un système d'organisation fait pour des maîtres exerçant leur domination sur des valets.

Le contraire du centralisme, c'est le fédéralisme, qui accorde à l'individu le droit à l'autodétermination le plus grand et la liberté d'action la plus large – un avantage auquel s'oppose il est vrai l'inconvénient de la coordination insuffisante des forces pour la constitution d'un ensemble conscient du but à atteindre et capable d'un haut rendement. Grâce à sa structure centralisée, le parti a accompli de grandes choses dans la période prérévolutionnaire. Il représentait un mécanisme construit avec ingéniosité, semblable à une machine moderne dans laquelle une pression sur un bouton suffit, depuis une position centrale, pour mettre en marche toutes sortes de leviers et d'engrenages, et pour exécuter des travaux utiles. Il n'a qu'un seul défaut : il ne marche pas au moment où l'on en a le plus besoin. Quand en a-t-on le plus besoin? Dans la révolution. Alors la centrale, qui constitue l'état-major, doit donner des mots d'ordre, émettre des dispositions, des conseils, des ordres. Les chefs appuient sur le bouton ... mais l'exécution ne suit pas. En effet, la révolution commence avec de grandes luttes économiques, avec des grèves, des désordres, des actes de sabotage, des troubles de toutes sortes. Les chemins de fer s'arrêtent, le courrier n'est plus acheminé, les communications téléphoniques et télégraphiques cessent et tout le système postal ne fonctionne plus. Ainsi les mots d'ordre et les ordres de la centrale ne peuvent pas être transmis dans le pays. La direction est coupée des masses qui ne savent pas quoi faire, étant donné qu'elles n'ont pas été éduquées à être autonomes par le système centralisé. L'unité de la direction de lutte n'a donc pas lieu. La conséquence, c'est la perplexité, le désarroi et la défaite.

L'appareil centralisé du parti, s'il doit fonctionner, suppose que l'appareil centralisé d'État fonctionne. C'est le cas dans les périodes prérévolutionnaires pacifiques. C'est pourquoi le parti a été, à cette époque-là, un excellent instrument qui fonctionne de manière impeccable et qui a eu de brillants succès. Mais, avec la révolution, c'en est fini. Le parti ne marche plus. Il lâche les masses en lutte. La machine est arrêtée parce que les liaisons avec la direction sont interrompues. Mais les chefs eux non plus ne font pas leur travail. En tant que chefs professionnels ayant une bonne situation, avec un temps de travail réglementé et des appointements bien supérieurs à un salaire ouvrier, ils ne sont plus des prolétaires; ils sont des fonctionnaires avec un niveau de vie élevé. Des fonctionnaires petits-bourgeois avec des habitudes de vie petites-bourgeoises et bientôt aussi des manières de penser petites-bourgeoises. À ce titre, ils ont horreur du désordre et de l'inconfort, de l'agitation et de l'insécurité – de la révolution. Le centralisme a fait d'eux des hommes d'administration, non des combattants. Ils savent se débrouiller autour du tapis vert, et avec des documents, mais pas dans l'entreprise, pas dans les usines. Ils savent parler, compter, calculer, négocier, remplir des formulaires statistiques et être à cheval sur des articles; mais ils n'entendent rien à la tactique de la révolution.

Parce qu'ils sont des fonctionnaires et non des prolétaires, ils flanchent dans la révolution prolétarienne à laquelle rien ne les relie intimement.

.....

V. Les syndicats

Comme les partis, les syndicats proviennent eux aussi de l'époque *bourgeoise*. Ils sont nés des difficultés d'une grande crise des années soixante.

Mais à l'inverse des partis de la classe ouvrière, ils ne se sont jamais présentés comme révolutionnaires. Dès le début, ils se sont affirmés comme politiquement *neutres* et ils ont limité leur activité à l'amélioration des conditions de salaire, de vie et de travail, de la classe ouvrière, dans le cadre du système capitaliste. C'est, sans détours et sans dissimulations, un programme *réformiste-opportuniste*.

Le renoncement aux grandes *luttés* a correspondu aux renoncements aux grands objectifs. Ils n'ont jamais pensé sérieusement opposer au capital le front uni du prolétariat : ils sont nés à une époque de guérilla économique face à un patronat qui n'était que faiblement cartellisé, et ils se sont contentés, en tant qu'organisation divisée en professions, de l'obtention d'avantages matériels pour chaque branche professionnelle considérée séparément. Ils ont établi et favorisé la concurrence professionnelle. Ils ont dissocié celui qui travaillait du chômeur, l'ouvrier qualifié de celui qui ne l'était pas, le jeune ouvrier de son aîné, l'homme de la femme. C'est ainsi qu'ils ont brisé le front prolétarien, qu'ils ont introduit une différenciation dans la classe et qu'ils ont paralysé ce faisant la lutte de classe.

Cette tendance a été favorisée par la constitution d'*organismes d'assistance* très étendus qui ont allégé les charges de l'État et du patronat, et qui ont infecté carrément la manière de penser des travailleurs en cultivant chez eux la poursuite la plus mesquine et la plus égoïste de leurs intérêts.

Ils ont été poussés à la défensive par un patronat de plus en plus puissant qui s'organisait en trusts et en consortiums, ils sont tombés dans le réformisme libéral le plus prononcé, ils ont évité autant que possible les grandes grèves qui prenaient déjà nécessairement, que ce soit consciemment ou non, un caractère politique, et ils se sont contentés de négociations de compromis sur les salaires, sur les conventions collectives, etc.. Leurs luttes pour les salaires, etc., sont devenues un but en soi au lieu d'être un moyen pour parvenir au but de la réalisation du socialisme. C'est cette conception des syndicats qui explique leur horreur de la grève de masse et de l'organisation de masse unitaire. La grève générale était donc considérée a priori de manière dédaigneuse comme une absurdité générale, et alors que la révolution exigeait la grève générale comme le premier soulèvement conscient du prolétariat en tant que classe, l'ensemble de la bureaucratie syndicale s'écriait : la grève générale est un crime général!

La bureaucratie syndicale est le produit de la forme d'organisation centralisée-bureaucratique. Tout ce qui a été dit sur les chefs de parti est aussi valable dans une très grande mesure pour ce qui concerne les fonctionnaires des syndicats. Ils sont *d'authentiques bonzes*, ils représentent les sous-officiers typiques de l'armée des travailleurs. Ne faisant qu'un, pour le meilleur et pour le pire, avec leurs syndicats, dépendants dans leur existence de l'existence de ceux-ci, ils sont incapables de considérer la question sociale autrement qu'au travers des lunettes de leurs étroits intérêts syndicaux; dans le conflit entre la lutte de classe et la caisse de leur syndicat, entre le bien public et l'assiette au beurre, ils se déclarent toujours en faveur des secondes. Même le président du KPD, Paul Lange, placé devant cette alternative, a pris la corbeille à pain et a laissé tombé la manière de voir communiste. Et c'est ce qui arrive au bois encore vert! Ces fonctionnaires syndicaux ont été, durant la guerre, les

pires jusqu'au-boutistes et les plus détestables des annexionnistes; et, tandis qu'eux-mêmes se faisaient exempter du service militaire, ils faisaient en sorte, par des dénonciations auprès des autorités militaires, que tout représentant de l'Opposition aille dans les tranchées et face aux balles ennemies. Ils ont contribué à l'adoption de la loi honteuse sur le service de secours d'urgence et ils ont essayé jusqu'à la dernière heure d'empêcher l'éclatement de la Révolution de Novembre. Peu après, ils ont conclu avec le patronat l'accord sur la communauté de travail, la seconde paix civile dans l'intérêt du porte-monnaie, et ils se sont manifestés dans les luttes de la révolution comme les meneurs les plus pernicious et les plus ignobles contre les travailleurs en lutte. C'est par cette abominable trahison qu'ils ont contribué à étouffer les combats de la Ruhr dans le sang des ouvriers, et lorsque la Terreur Blanche a ensuite jeté des milliers de prolétaires dans les prisons et les bagnes, des fonctionnaires syndicaux ont siégé dans les conseils de guerre qui rendirent ces jugements sanglants. Pour les syndicats et leur bureaucratie, qui constituent déjà en temps normal un obstacle et un danger pour le développement, il n'y a aujourd'hui qu'une chose à faire : les *exterminer*, les *faire sauter*, les *anéantir*. Débarrassons-nous d'eux sans ménagements, dans une époque où le capitalisme national et ses seigneurs féodaux de l'Entente ne peuvent continuer à exister que parce qu'ils peuvent – avec l'aide des syndicats – exploiter deux et trois fois plus le peuple qui travaille! Car les syndicats n'ont-ils pas pris fait et cause partout pour le système des accords? N'ont-ils pas approuvé en tout lieu ou bien carrément réclamé le procédé des journées de travail supplémentaires, l'application des heures supplémentaires, etc.? N'ont-ils pas constamment été les laquais complaisants du patronat? Lors de la loi sur les conseils d'entreprise? Dans les commissions d'arbitrage? Contre les chômeurs? Existe-t-il somme toute encore une canaillerie ou une filouterie, entreprise par les capitalistes à l'encontre des travailleurs, dans laquelle les syndicats n'auraient pas trempé?

Révolutionner ces structures dégénérées et laissées à l'abandon est impossible. Impossible de les transformer en instruments de la lutte de classe. Les *réformer* est également une illusion. Cela exigerait un temps infini, ce qui laisserait passer la situation révolutionnaire, et cela mettrait, dans le meilleur des cas, à la place des bureaucrates du SPD ceux de l'USPD ou du KPD – ce qui signifierait déshabiller Pierre pour habiller Paul. Réformer ou révolutionner de l'intérieur signifierait : vouloir conserver et rénover quelque chose qui *doit être démolit*. Démoli de fond en comble. Là, inutile de faire appel aux sentiments! Inutile de faire référence au grand nombre de membres des syndicats! Tout cela n'est que niaiserie! Malgré leur grand nombre d'adhérents, les syndicats ne peuvent mener aucune grève parce qu'ils ont peur de la débâcle de leur organisation et de la faillite de leurs caisses : ils ne peuvent parer aucun coup des patrons sur les droits et les intérêts des travailleurs. Alors à quoi bon ces syndicats?

L'ouvrier révolutionnaire n'a plus intérêt à la conservation de ces instituts d'assistance aux bonzes, de ces gardes de protection des intérêts du capital, de ces organisations de trahison systématique des travailleurs.

Il n'a plus intérêt qu'à leur *suppression* rapide et radicale!

.....

VII Les conseils

Dans le cas où elles prendraient le pouvoir d'État, les organisations autoritaires-centralistes, le parti et le syndicat, mèneraient, par voie de nécessité interne, au *bureaucratisme*. Comment en serait-il autrement! Le parti, s'il veut se maintenir au pouvoir, doit faire occuper immédiatement tous les postes importants par des personnes sûres. Ces

personnes sûres, à son sens, c'est-à-dire des personnes *selon lui révolutionnaires*, il les choisit dans ses rangs. C'est ainsi que les bonzes du *parti* deviennent des bonzes du *gouvernement*, et que le pouvoir *d'État* n'est en réalité que le pouvoir du *parti*, projeté dans une structure universellement reconnue. La loyauté au sens du parti est la première condition préalable du pouvoir. En disposant de la police, de l'armée, de l'exécutif, de l'opinion publique, des tribunaux, des prisons et – last, not the least! – de la presse à billets, et en établissant une dictature, les chefs du parti, qui sont maintenant les chefs de l'État, créent une *dictature de parti*, qui ne s'attaque pas uniquement à la bourgeoisie, et aux couches contre-révolutionnaires du prolétariat, *mais aussi aux couches révolutionnaires du prolétariat*, dans la mesure où celles-ci sont révolutionnaires dans un *sens* différent de celui qui est officiellement autorisé et publiquement estampillé *par le parti*. Ce comportement trouve sa justification éthico-politique dans l'artifice de faussaire, simple et démagogique, qui consiste à dénoncer comme "contre-révolutionnaire" toute opinion révolutionnaire qui s'écarte de la norme du parti. C'est ainsi qu'en Russie les révolutionnaires les plus ardents et faisant preuve de la plus grande abnégation sont en prison par milliers, *pour le seul motif qu'ils ne sont pas révolutionnaires au sens du bolchevisme*, c'est-à-dire au sens du parti accidentellement au pouvoir; et tout bolchevik d'Octobre, dont la seule performance révolutionnaire consiste à avoir su se hisser jusqu'à l'assiette au beurre de l'État, grâce à une exploitation habile de la conjoncture politique, sans être doté d'un véritable esprit révolutionnaire, est autorisé à conspuer ces champions de la révolution en tant que "contre-révolutionnaires", sous les applaudissements de son parti et de son gouvernement. Et, en Russie, il est apparu également dans la *pratique*, ce qui va de soi en théorie : qu'un parti centraliste – même s'il était animé de la plus sincère des volontés – *n'est jamais à même d'engendrer des conseils*. Il sombre à l'instant-même dans le bureaucratisme. Il existe en lui et par lui. La Russie a la bureaucratie des commissariats. *C'est elle qui gouverne. La Russie n'a pas de système des conseils*. Les soviets, qui résultent d'élections officielles à partir de listes du parti et sous la terreur inouïe qu'impose le gouvernement, ne sont pas des conseils au sens révolutionnaire. Ce sont des faux-semblants de conseils. Ils représentent une tromperie politique. Une imposture mondiale. Tout le pouvoir en Russie réside dans la bureaucratie – *l'ennemie mortelle du système des conseils*. L'ennemie mortelle, parce que ce qui est fait à moitié est toujours l'ennemi de ce qui est fait en totalité.

Avec la bureaucratie du centralisme, on peut édifier, organiser, maintenir en état de marche, l'État *bourgeois-libéral*. On peut aussi développer l'économie *capitaliste*. (*Quelques-uns* règnent sur le *plus grand nombre* et l'exploitent).

Au contraire, le gouvernement du prolétariat par lui-même et l'économie socialiste exigent le système des conseils. (*Tout le monde* produit en fonction des besoins, et *tout le monde* prend part à l'administration). Le parti *empêche* la Russie d'avoir un système des conseils. Mais sans ces conseils, pas de construction du socialisme, *pas de communisme*. La dictature du parti c'est le pouvoir de la bureaucratie, c'est le despotisme des commissaires, c'est le capitalisme d'État, c'est la pire des exploitations et des esclavages. La dictature du tsarisme, c'était le pouvoir d'une classe sur les autres. La dictature des bolcheviks, c'est le pouvoir de 5% d'une classe sur les autres classes et sur 95% de cette classe *elle-même*. Il n'y a pas de plus grand ennemi de la dictature de classe que la dictature de parti. Cela signifie : *il n'y a pas de plus grand obstacle au socialisme, de plus grand surcroît de difficultés pour la révolution, de plus grand adversaire du système des conseils, que le parti*. La victoire sur le parti est la condition élémentaire de la révolution, du système des conseils, du socialisme.

Les conseils naissent dans les entreprises. Ils ne comprennent que des éléments prolétariens. En tant qu'institutions de confiance de tous les travailleurs, ils résultent d'élections à scrutin secret. Même un parti qui bénéficierait d'avantages découlant du pouvoir d'État n'y jouit d'aucun privilège. Leur existence et leur composition sont sans cesse soumises au contrôle à tout instant en vigueur du droit de révocation. C'est ainsi que la volonté des

masses agissantes s'exprime en eux. La séparation entre les meneurs et les menés (par le bout du nez), entre les gouvernants et les gouvernés, entre les malins et les ânes, disparaît. De même que *tous* travaillent, *tous* manifestent leur volonté; *tous* se gouvernent par eux-mêmes. « La forme d'organisation bourgeoise se règle sur l'individuel, elle atteint son apogée dans le culte du héros, la masse est pour elle de la matière à pétrir pour "favorisés". La forme d'organisation prolétarienne ramène l'individu dans le collectif, dans le social. La personnalité, serait-ce la plus grande, ne sera pas choyée, elle ne montera pas sur les lointaines hauteurs, elle s'élargira dans toutes les directions dans le collectif, elle imprégnera la masse de sa ferveur communicative et elle grandira ensemble avec la masse ». C'est ce qu'écrivait il y a peu le docteur Schröder, quand il n'était pas encore un bonze du KAPD et qu'il ne "sympathisait" pas encore avec le rouble russe. Aujourd'hui, il met au point des "directives" centralistes et il s'enthousiasme pour la dictature de parti. La propagande menée par le KAPD en faveur des conseils était du verbiage creux et démagogique parce que le KAPD était un parti et qu'un parti s'appuie sur la bureaucratie. Il en est de même exactement pour le mot d'ordre du KPD : "Élisez des conseils ouvriers politiques!", un boniment démagogique derrière lequel il n'y a rien d'autre que la tentative de mettre en sécurité sur le canot de sauvetage de conseils fictifs le pouvoir des bonzes qui est en train de disparaître dans l'épave du parti, afin qu'ainsi la bénédiction que constituent les bonzes soit conservée au prolétariat encore pendant longtemps.

Les conseils ne peuvent être préparés que par des organisations *qui s'enracinent dans les entreprises, qui ont dépassé sans restriction la nature du parti et se sont dépouillées de toute dépendance envers le parti, et qui incarnent (autant que possible) dans leur structure le système des conseils.*

Tiré de *Die Aktion*, n° 37-38 (1921)

**Directives pour l'"Union Ouvrière Générale" (Organisation unitaire)
(AAUE)**

1. L'AAU est l'organisation politique et économique unitaire du prolétariat révolutionnaire.
2. L'AAU lutte pour le communisme, pour la socialisation de la production, des matières premières, des moyens et des forces de production, ainsi que des marchandises courantes produites par celle-ci. L'AAU veut mettre la production et la distribution planifiée à la place de la production et de la distribution capitalistes actuelles.
3. L'objectif final de l'AAU est la société sans domination, le moyen en est la dictature du prolétariat en tant que classe. La dictature du prolétariat est le pouvoir exclusif de décision du prolétariat sur toutes les institutions politiques et économiques de la société, grâce à l'organisation des conseils.
4. Les tâches immédiates de l'AAU sont :
 - a) La destruction des syndicats et des partis politiques, ces obstacles principaux à l'unification de la classe et au développement continu de la révolution sociale, qui ne peut pas être l'affaire du parti ou du syndicat.
 - b) Le rassemblement du prolétariat révolutionnaire dans les entreprises, les cellules primordiales de la production, le fondement de la société future. La forme de tout rassemblement est l'organisation d'entreprise.
 - c) Le développement de la conscience de soi et de l'idée de solidarité des travailleurs.
 - d) La préparation de toutes les mesures qui seront nécessaires pour l'organisation politique et économique.
5. L'AAU rejette toutes les méthodes de lutte réformistes et opportunistes, elle s'oppose à toute participation au parlementarisme et aux conseils d'entreprise légaux; en effet, celle-ci représente un sabotage de l'idée des conseils.
6. L'AAU refuse par principe les chefs de profession. Il ne peut être question de tels chefs qu'en tant que conseillers.
7. Toutes les fonctions dans l'AAU sont honorifiques.
8. L'AAU considère la lutte de libération du prolétariat non pas comme une affaire nationale, mais internationale. C'est pourquoi l'AAU s'efforce de rassembler l'ensemble du prolétariat révolutionnaire mondial dans une Internationale des conseils.

-XVI-

Appel du Congrès constitutif du "Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne" (KAPD)

Au prolétariat allemand!

Le Parti Communiste d'Allemagne (Ligue Spartacus) (KPD(S)), fondé par Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg, Franz Mehring et autres, est arrivé au terme de sa faillite politique et morale. Après la mort de ces grands champions du prolétariat international, une clique de chefs ambitieuse, avide de pouvoir, œuvrant avec tous les moyens de la corruption, a su, dans l'intérêt de son objectif égoïste, saboter l'idée de la révolution prolétarienne, pousser le parti vers la voie réformiste et, en conséquence, faire en sorte que la majeure partie des membres s'oppose violemment au réformisme de la centrale de la Ligue Spartacus. Cette centrale en est arrivée à exclure du parti tous les districts du KPD qui ne voulaient pas abandonner leur lutte intransigeante contre les institutions contre-révolutionnaires du parlementarisme, des syndicats et des conseils d'entreprise légaux, sans donner à ces (grands) districts l'occasion de présenter et de justifier leur point de vue devant la plus haute instance du parti, le congrès. La centrale de la Ligue Spartacus a ainsi produit la preuve qu'elle désirait la scission du parti parce que la volonté révolutionnaire des membres s'opposait à son activité contre-révolutionnaire.

Cette opposition s'est constituée à partir de maintenant en Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne (KAPD). Le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne *n'est pas un parti au sens traditionnel. Il n'est pas un parti de chefs.* Son travail principal consistera à soutenir en fonction de ses forces le prolétariat allemand sur son chemin vers *l'émancipation de tout système de chefs.*

L'émancipation de la politique des chefs, traîtresse et contre-révolutionnaire, est le moyen le plus efficace pour parvenir à l'unité du prolétariat. Le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne est néanmoins conscient que l'unité du prolétariat, *l'unité dans le sens de l'idée des conseils,* est le but véritable de la révolution.

Travailleurs, camarades! Le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne est le champion le plus résolu du prolétariat allemand. Camarades, faites que notre parti soit capable d'agir afin qu'il conduise le prolétariat allemand à la victoire.

Vive la révolution mondiale! Vive la Troisième Internationale!

Le Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne

Tiré de *Die Aktion*, n° 15-16 (1920)

-XVII-

Programme du "Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne" (KAPD) (mai 1920)

Tu m'as dit que tu possédais la traduction de ce programme dans "Ni parlements ni syndicats : les conseils ouvriers" dans "Les nuits rouges". Ne possédant pas ce bouquin, je suis désolé de ne pas pouvoir recopier ce passage. Si par hasard tu n'avais pas cette traduction, je me ferais un plaisir de la réaliser.

D'autre part, j'ai constaté avec un peu de retard, mais heureusement avant le texte de Rühle, que j'avais déjà traduit un certain nombre de ces annexes, et que le résultat a paru dans "Invariance" d'octobre 1996.

C'est dans le tourbillon de la révolution et de la contre-révolution que s'est accomplie la fondation du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne.

Mais la naissance du nouveau parti ne date pas de Pâques 1920, moment où le rassemblement de l' "opposition", qui n'était unie jusqu'ici que par des contacts vagues, trouva sa conclusion organisationnelle. L'heure de la naissance du KAPD coïncide avec la phase de développement du KPD (Ligue Spartacus), au cours de laquelle une clique de chefs irresponsables, plaçant ses intérêts personnels au-dessus des intérêts de la révolution prolétarienne, a entrepris d'imposer sa conception personnelle de la "mort" de la révolution allemande à la majorité du parti.

Celui-ci se dressa alors énergiquement contre cette conception *personnellement intéressée*. Le KAPD est né lorsque cette clique, se fondant sur cette conception personnelle qu'elle avait élaborée, voulut transformer la tactique du parti, jusqu'ici révolutionnaire, en une tactique réformiste. Cette attitude traîtresse des Lévi, Posner et Compagnie justifie une nouvelle fois la reconnaissance du fait que l'élimination radicale de toute politique de chefs doit constituer la première condition du progrès impétueux de la révolution prolétarienne en Allemagne.

C'est en réalité *la racine des oppositions* qui sont apparues entre nous et la Ligue Spartakus, oppositions d'une telle profondeur que la faille qui nous sépare de la Ligue Spartakus (=du KPD) est plus grande que l'opposition qui existe entre les Lévi, les Pieck, les Thalheimer, etc., d'un côté et les Hilferding, les Crispin, les Stampfer, les Legien de l'autre.

L'idée qu'il faut faire de la *volonté révolutionnaire des masses le facteur prépondérant* dans les prises de position tactiques d'une organisation réellement prolétarienne, est le leitmotiv de la construction organisationnelle de notre parti. Exprimer *l'autonomie des membres* dans toutes les circonstances, c'est le principe de base d'un parti prolétarien, qui n'est pas un parti dans le sens traditionnel.

Il est donc pour nous évident que le programme du parti, que nous transmettons ici à nos organisations et qui a été rédigé par la commission du programme mandatée par le congrès, doit rester un projet de programme jusqu'à ce que le prochain congrès ordinaire se déclare d'accord avec la présente version. Du reste des propositions d'amendements, qui concerneraient les prises de position fondamentales et tactiques du parti, sont à peine probables, dans la mesure où le programme ne fait que formuler fidèlement, dans un cadre

plus large, le contenu de la déclaration programmatique adoptée à l'unanimité par le congrès du parti. Mais d'éventuels amendements formels ne changeront rien à l'esprit révolutionnaire qui anime chaque ligne du programme.

La reconnaissance marxiste de la *nécessité historique de la dictature du prolétariat* reste pour nous un guide immuable; inébranlable reste notre volonté de mener le combat pour le socialisme dans l'esprit de la *lutte de classe internationale*. Sous ce drapeau, la victoire de la révolution prolétarienne est assurée.

Berlin. Mi-mai 1920.

*

**

La crise économique mondiale, née de la guerre mondiale, avec ses effets économiques et sociaux monstrueux, et dont l'image d'ensemble produit l'impression foudroyante d'un unique champ de ruines aux dimensions colossales, ne signifie qu'une seule chose : le crépuscule des dieux de l'ordre mondial bourgeois-capitaliste est entamé.

Aujourd'hui il ne s'agit pas d'une des crises économiques périodiques, propres au mode de production capitaliste; c'est la crise du capitalisme lui-même; secousses convulsives de l'ensemble de l'organisme social, éclatement formidable d'antagonismes de classes d'une acuité jamais vue, misère générale pour de larges couches populaires, tout cela est un avertissement fatidique à la société bourgeoise.

Il apparaît de plus en plus clairement que l'opposition entre exploités et exploités qui s'accroît encore de jour en jour, que la contradiction entre capital et travail, dont prennent de plus conscience même les couches jusque là indifférentes du prolétariat, ne peut être résolue. Le capitalisme a fait l'expérience de son fiasco définitif; il s'est lui-même historiquement réduit à néant dans la guerre de brigandage impérialiste, il a créé un chaos, dont la prolongation insupportable place le prolétariat devant l'alternative historique : rechute dans la barbarie ou construction d'un monde socialiste.

De tous les peuples de la terre, seul le prolétariat russe a jusqu'ici réussi dans des combats titanesques à renverser la domination de sa classe capitaliste et à s'emparer du pouvoir politique.

Dans une résistance héroïque il a repoussé l'attaque concentrée de l'armée de mercenaires organisée par le capital international, et il se voit maintenant confronté à une tâche qui dépasse l'entendement par sa difficulté : construire, sur une base socialiste, l'économie totalement détruite par la guerre civile qui lui a succédé pendant plus de deux ans. Le destin de la république des conseils russes dépend du développement de la révolution prolétarienne en Allemagne. Après la victoire de la révolution allemande, on se trouvera en présence d'un bloc économique socialiste qui, au moyen de l'échange réciproque des produits de l'industrie et de l'agriculture, sera en mesure d'établir un mode de production véritablement socialiste, en n'étant plus obligé de faire des concessions économiques, et par là aussi politiques, au capital mondial.

Si le prolétariat mondial ne remplit pas à très court terme sa tâche historique, le développement de la révolution mondiale sera remis en question pour des années, si ce n'est des dizaines d'années. En fait, c'est l'Allemagne qui est aujourd'hui la clé de la révolution mondiale. La révolution dans les pays "vainqueurs" de l'Entente ne peut se mettre en branle, que lorsqu'aura été levée la grande barrière en Europe Centrale. Les conditions économiques de la révolution prolétarienne sont logiquement incomparablement plus favorables en Allemagne que dans les pays "vainqueurs" de l'Europe occidentale.

L'économie allemande pillée impitoyablement après la signature de la *paix de Versailles* a fait mûrir une paupérisation qui pousse à bref délai à la solution violente d'une

situation catastrophique. En outre la paix de brigands versaillaise n'aboutit pas seulement à peser au-delà de toute mesure sur le mode de production capitaliste en Allemagne, mais elle pose au prolétariat des fers qu'il ne peut supporter : son aspect le plus dangereux, c'est qu'elle sape les fondements économiques de la future économie socialiste en Allemagne, et donc, dans ce sens, également, remet en question le développement de la révolution mondiale. Seule une poussée en avant impétueuse de la révolution prolétarienne allemande peut nous sortir de ce dilemme. La situation économique et politique en Allemagne est plus que mûre pour l'éclatement de la révolution prolétarienne.

A ce stade de l'évolution historique, où le processus de décomposition du capitalisme ne peut être voilé artificiellement que par un spectacle de positions de forces apparentes, tout doit tendre à aider le prolétariat à acquérir la *conscience* qu'il n'a besoin que d'une intervention énergique pour user efficacement du pouvoir qu'il possède déjà effectivement. A une époque de la lutte de classe révolutionnaire, comme celle-ci, où la dernière phase de la lutte entre le capital et le travail est entamée et où le combat décisif lui-même est déjà en train, il ne peut être question de compromis avec l'ennemi mortel, mais *d'un combat jusqu'à l'anéantissement*. En particulier, il faut attaquer les institutions qui tendent à jeter un pont au-dessus des antagonismes de classes et qui s'orientent ainsi vers une sorte de "communauté de travail" politique ou économique entre exploités et exploités.

Au moment où les conditions objectives de l'éclatement de la révolution prolétarienne sont données, sans que la crise permanente ne connaisse une aggravation définitive, ou bien au moment où une aggravation catastrophique se produit, sans qu'elle soit conçue et exploitée jusque dans ses dernières conséquences par le prolétariat, il doit y avoir des raisons de nature subjective pour freiner le progrès accéléré de la révolution. Autrement dit, l'idéologie du prolétariat se trouve encore en partie prisonnière de représentations bourgeoises ou petites-bourgeoises.

La psychologie du prolétariat allemand, dans son aspect présent, ne montre que trop distinctement les traces de l'esclavage militariste séculaire, avec en plus les signes caractéristiques d'un manque de conscience de soi; c'est le produit naturel du crétinisme parlementaire de la vieille social-démocratie et de l'USPD d'un côté, de l'absolutisme de la bureaucratie syndicale de l'autre. Les éléments subjectifs jouent un rôle décisif dans la révolution allemande. Le problème de la révolution allemande est le problème du *développement de la conscience de soi du prolétariat allemand*.

Reconnaissant cette situation ainsi que la nécessité d'accélérer le rythme du développement de la révolution dans le monde, fidèle également à l'esprit de la 3^e Internationale, le KAPD combat pour la revendication maximale de l'abolition immédiate de la démocratie bourgeoise et pour la dictature de la classe ouvrière. Il rejette dans la constitution démocratique le principe, doublement absurde et intenable dans la période actuelle, qui veut concéder à la classe capitaliste exploiteuse elle aussi des droits politiques et le pouvoir de disposer exclusivement des moyens de production.

Conformément à ses vues maximalistes, le KAPD se déclare également pour le rejet de toutes les méthodes de lutte réformistes et opportunistes, dans lesquelles il ne voit qu'une manière d'esquiver les luttes sérieuses et décisives avec la classe bourgeoise. Il ne veut pas esquiver ces luttes, au contraire, il les provoque. Dans un Etat qui porte tous les symptômes de la période de décadence du capitalisme, la participation au parlementarisme appartient aussi aux méthodes réformistes et opportunistes.

Exhorter, dans une telle période, le prolétariat à participer aux élections au parlement, cela signifie réveiller et nourrir chez lui l'illusion dangereuse que la crise pourrait être dépassée par des moyens parlementaires; c'est appliquer un moyen utilisé autrefois par la bourgeoisie dans sa lutte de classe, alors que l'on est dans une situation où seuls des moyens de lutte de classe prolétariens, appliqués de manière résolue et sans ménagements, peuvent

avoir une efficacité décisive. La participation au parlementarisme bourgeois, en pleine progression de la révolution prolétarienne, ne signifie également en fin de compte rien d'autre que *le sabotage de l'idée des conseils*.

L'idée des conseils dans la période de la lutte prolétarienne pour le pouvoir politique est au centre du processus révolutionnaire.

L'écho plus ou moins fort que l'idée des conseils suscite dans la conscience des masses est le thermomètre qui permet de mesurer le développement de la révolution sociale. La lutte pour la reconnaissance de conseils d'entreprise révolutionnaires et de conseils ouvriers politiques dans le cadre d'une situation révolutionnaire déterminée naît logiquement de la lutte pour la dictature du prolétariat contre la dictature du capitalisme. Cette lutte révolutionnaire, dont l'axe politique spécifique est constitué par l'idée des conseils, s'oriente, sous la pression de la nécessité historique, contre la totalité de l'ordre social bourgeois et donc aussi contre sa forme politique, le parlementarisme bourgeois. Système des conseils ou parlementarisme? C'est une question d'importance historique.

Edification d'un monde communiste-prolétarien ou naufrage dans le marais de l'anarchie capitaliste-bourgeoise? Dans une situation aussi totalement révolutionnaire que la situation actuelle en Allemagne, la participation au parlementarisme signifie donc non seulement saboter l'idée des conseils, mais aussi par surcroît galvaniser le monde capitaliste bourgeois en putréfaction et, par là, de manière plus ou moins voulue, ralentir le cours de la révolution prolétarienne.

A côté du parlementarisme bourgeois, les syndicats y forment le principal rempart contre le développement ultérieur de la révolution prolétarienne en Allemagne.

Leur attitude pendant la guerre mondiale est connue. Leur influence décisive sur l'orientation principielle et tactique du vieux parti social-démocrate conduisit à la proclamation de l'"union sacrée" avec la bourgeoisie allemande, ce qui équivalait à une déclaration de guerre au prolétariat international. Leur efficacité social-traître trouva sa continuation logique lors de l'éclatement de la révolution de novembre 1918 en Allemagne : ils attestèrent leurs intentions contre-révolutionnaires en constituant avec les industriels allemands en pleine crise une "communauté de travail" (*Arbeitsgemeinschaft*) pour la paix sociale. Ils ont conservé leur tendance contre-révolutionnaire jusqu'à aujourd'hui, pendant toute la période de la révolution allemande. C'est la bureaucratie des syndicats qui s'est opposée avec le plus de violence à l'idée des conseils qui s'enracinait de plus en plus profondément dans la classe ouvrière allemande; c'est elle qui a trouvé les moyens de paralyser avec succès des tendances politiques visant à la prise du pouvoir par le prolétariat, tendances qui résultaient logiquement des actions de masses économiques.

Le caractère contre-révolutionnaire des organisations syndicales est si notoire que de nombreux patrons en Allemagne n'embauchent que les ouvriers appartenant à un groupement syndical. Cela dévoile au monde entier que la bureaucratie syndicale prendra une part active au maintien futur du système capitaliste qui craque par toutes ses jointures. Les syndicats sont ainsi, à côté des fondements bourgeois, l'un des principaux piliers de l'Etat capitaliste. L'histoire syndicale de ces derniers 18 mois a amplement démontré que cette formation contre-révolutionnaire ne peut être transformée de l'intérieur.

La révolutionnarisation des syndicats n'est pas une question de personnes : le caractère contre-révolutionnaire de ces organisations se trouve dans leur structure et dans leur système spécifique eux-mêmes. Ceci entraîne la sentence de mort pour les syndicats; *seule la destruction même des syndicats* peut libérer le chemin de la révolution sociale en Allemagne. L'édification socialiste a besoin d'autre chose que de ces organisations fossiles.

C'est dans les luttes de masses qu'est apparue l'organisation d'entreprise. Elle fait surface comme quelque chose qui n'a jamais eu ne serait-ce qu'un équivalent, mais là n'est pas la nouveauté. Ce qui est nouveau, c'est qu'elle perce partout pendant la révolution,

comme une arme nécessaire de la lutte de classe contre le vieil esprit et le vieux fondement qui lui est à la base.

Elle correspond à l'idée des conseils; c'est pourquoi elle n'est absolument pas une pure forme ou un nouveau jeu organisationnel, ou même une "belle nuit mystique"; naissant organiquement dans le futur, constituant le futur, elle est la forme d'expression d'une révolution sociale qui tend à la société sans classes. C'est une organisation de lutte prolétarienne pure. Le prolétariat ne peut pas être organisé pour le renversement sans merci de la vieille société s'il est déchiré en métiers, à l'écart de son terrain de lutte; pour cela il faut que la lutte soit menée dans l'entreprise. C'est là que l'on est l'un à côté de l'autre comme camarades de classe, c'est là que tous sont forcés d'être égaux en droit. C'est là que la masse est le moteur de la production et qu'elle est poussée sans arrêt à pénétrer son secret et à le diriger elle-même.

C'est là que la lutte idéologique, la révolutionnarisation de la conscience se fait dans un tumulte permanent, d'homme à homme, de masse à masse. Tout est orienté vers l'intérêt de classe suprême, non vers la manie de fonder des organisations, et l'intérêt de métier est réduit à la mesure qui lui revient. Une telle organisation, l'épine dorsale des conseils d'entreprise, devient un instrument infiniment plus souple de la lutte de classe, un organisme au sang toujours frais, vu la possibilité permanente de réélections, de révocations, etc.

Poussant dans les actions de masse et avec elles, l'organisation d'entreprise devra naturellement se créer l'organisme central qui correspond à son développement révolutionnaire. Son affaire principale sera le développement de la révolution et non pas les programmes, les statuts et les plans dans les détails. Elle n'est pas une caisse de soutien ou une assurance sur la vie, même si — cela va de soi — elle ne craint pas de faire des collectes pour le cas où il serait nécessaire de soutenir des grèves. Propagande ininterrompue pour le socialisme, assemblées d'entreprise, discussions politiques, etc., tout cela fait partie de ses tâches; bref, c'est la révolution dans l'entreprise.

En gros, le but de l'organisation d'entreprise est double. Le premier but, c'est de détruire les syndicats, la totalité de leurs bases et l'ensemble des idées non prolétariennes qui sont concentrées en eux. Aucun doute bien sûr que dans cette lutte l'organisation d'entreprise enfoncera comme ses ennemis acharnés toutes les formations bourgeoises; mais elle fera de même aussi avec les partisans de l'USPD et du KPD, soit que ceux-ci se meuvent encore inconsciemment dans les vieux schémas de la social-démocratie (même s'ils adoptent un programme politique différent, ils s'en tiennent au fond à une critique politico-morale des "erreurs" de la social-démocratie), soit qu'ils soient ouvertement des ennemis, dans la mesure où le trafic politique, l'art diplomatique de se tenir toujours "en haut" leur importe plus que la lutte gigantesque pour le "social" en général.

Devant ces petites misères, il n'y a aucun scrupule à avoir. Il ne peut y avoir aucun accord avec l'USPD tant qu'elle ne reconnaît pas, sur la base de l'idée des conseils, la justification des organisations d'entreprises, lesquelles ont sûrement encore besoin de transformation et sont aussi encore capables d'être transformées. Une grande partie des masses les reconnaîtra avant l'USPD comme direction politique. C'est un bon signe.

L'organisation d'entreprise, en déclenchant des grèves de masses et en transformant leur orientation politique, se basant chaque fois sur la situation politique de moment, contribuera d'autant plus rapidement et d'autant plus sûrement à démasquer et à anéantir le syndicat contre-révolutionnaire.

Le deuxième grand but de l'organisation d'entreprise est de préparer l'édification de la société communiste.

Peut devenir membre de l'organisation d'entreprise tout ouvrier qui se déclare pour la dictature du prolétariat. En plus il faut rejeter résolument les syndicats, et être résolument

libéré de leur orientation idéologique. Cette dernière condition devra être la pierre de touche pour être admis dans l'organisation d'entreprise. C'est par là que l'on manifeste son adhésion à la lutte de classe prolétarienne et à ses méthodes propres; on n'a pas à exiger l'adhésion à un programme de parti plus précis. De par sa nature et sa tendance l'organisation d'entreprise sert le communisme et conduit à la société communiste.

Son noyau sera toujours expressément communiste, sa lutte pousse tout le monde dans la même direction.

Mais, alors qu'un programme de parti sert et doit servir en majeure partie à l'actualité (au sens large, naturellement), alors que des qualités intellectuelles sérieuses sont exigées chez les membres du parti et qu'un parti politique comme le Parti Communiste Ouvrier (KAPD), progressant en avant et se modifiant rapidement en liaison avec le processus révolutionnaire mondial, ne peut jamais avoir une grande importance quantitative (à moins qu'il ne régresse et se corrompe), les masses révolutionnaires, au contraire, sont unies dans les organisations d'entreprises par la conscience de leur solidarité de classe, la conscience d'appartenir au prolétariat.

C'est là que se prépare organiquement l'union du prolétariat; alors que sur la base d'un programme de parti cette union n'est jamais possible. L'organisation d'entreprise est le début de la forme communiste et devient le fondement de la société communiste à venir. L'organisation d'entreprise résout ses tâches en union étroite avec le KAPD (Parti Communiste Ouvrier).

L'organisation politique a comme tâche de rassembler les éléments avancés de la classe ouvrière sur la base du programme du parti.

Le rapport du parti à l'organisation d'entreprise résulte de la nature de l'organisation d'entreprise.

Le travail du KAPD à l'intérieur de ces organisations sera celui d'une propagande inlassable. Les cadres révolutionnaires dans l'entreprise deviennent l'arme mobile du parti. De plus il est naturellement nécessaire que le parti lui aussi prenne un caractère toujours plus prolétarien, une expression de classe prolétarienne, qu'il satisfasse à la dictature par en bas. Par là le cercle de ses tâches s'élargit, mais en même temps il acquiert le plus puissant des soutiens. Ce qui doit être obtenu, c'est que la victoire (la prise du pouvoir par le prolétariat) aboutisse à la dictature de la classe et non pas à la dictature de quelques chefs de parti et de leur clique. L'organisation d'entreprise en est la garantie.

La phase de la prise du pouvoir politique par le prolétariat exige la répression la plus acharnée des mouvements capitalistes-bourgeois.

Cela sera atteint par la mise en place d'une organisation de conseils exerçant la totalité du pouvoir politique et économique. L'organisation d'entreprise elle-même devient dans cette phase un élément de la dictature prolétarienne, exercée dans l'entreprise par le conseil d'entreprise ayant pour base l'organisation d'entreprise. Celle-ci a en outre pour tâche dans cette phase de tendre à se transformer en fondement du système économique des conseils.

L'organisation d'entreprise est une condition économique de la construction de la communauté (*Gemeinwesen*) communiste. La forme politique de l'organisation de la communauté communiste est le système des conseils. L'organisation d'entreprise intervient pour que le pouvoir politique ne soit exercé que par l'exécutif des conseils.

Le KAPD lutte donc pour la réalisation du programme révolutionnaire maximum, dont les revendications concrètes sont contenues dans les points suivants:

I. *Domaine politique*

Fusion politique et économique immédiate avec tous les pays prolétariens victorieux (Russie des Soviets, etc.), dans l'esprit de la lutte de classe *internationale*, dans le but de se défendre en commun contre les tendances agressives du capital mondial.

Armement de la classe ouvrière révolutionnaire politiquement organisée, mise en place de groupes de défense militaire locaux (*Ortswehren*), formation d'une armée rouge; désarmement de la bourgeoisie, de toute la police, de tous les officiers, des "groupes de défense des habitants" (*Einwohnerwehren*), etc.

Dissolution de tous les parlements et de tous les conseils municipaux.

Formation de conseils ouvriers comme organes du pouvoir législatif et exécutif. Election d'un conseil central des délégués des conseils ouvriers d'Allemagne.

Réunion d'un congrès des conseils allemands comme instance politique constituante suprême de l'Allemagne des Conseils.

Remise de la presse à la classe ouvrière sous la direction des conseils politiques locaux.

Destruction de l'appareil judiciaire bourgeois et installation immédiate de tribunaux révolutionnaires. Prise en charge de la puissance pénitentiaire bourgeoise et des services de sécurité par des organes prolétariens adéquats.

II. *Domaine économique, social et culturel*

Annulation des dettes d'Etat et des autres dettes publiques, annulation des emprunts de guerre

Expropriation par la république des conseils de toutes les banques, mines, fonderies, de même que des grandes entreprises dans l'industrie et le commerce.

Confiscation de toutes les richesses à partir d'un certain seuil qui doit être fixé par le conseil central des conseils ouvriers d'Allemagne.

Transformation de la propriété foncière privée en propriété collective sous la direction des conseils locaux et des conseils agraires (*Gutsräte*) compétents.

Prise en charge de tous les transports publics par la république des conseils.

Régulation et direction centrale de la totalité de la production par les conseils économiques supérieurs qui doivent être investis par le congrès des conseils économiques.

Adaptation de l'ensemble de la production aux besoins, sur la base des calculs économiques statistiques les plus minutieux.

Mise en vigueur impitoyable de l'obligation au travail.

Garantie de l'existence individuelle relativement à la nourriture, l'habillement, le logement, la vieillesse, la maladie, l'invalidité, etc.

Abolition de toutes les différences de castes, des décorations et des titres. Egalité juridique et sociale complète des sexes.

Transformation radicale immédiate du ravitaillement, du logement et de la santé dans l'intérêt de la population prolétarienne.

En même temps que le KAPD déclare la guerre la plus résolue au mode de production capitaliste et à l'Etat bourgeois, il dirige son attaque contre la totalité de l'idéologie bourgeoise et se fait le pionnier d'une conception du monde prolétarienne-révolutionnaire. Un facteur essentiel de l'accélération de la révolution sociale réside dans la révolutionnarisation de tout l'univers intellectuel du prolétariat. Conscient de ce fait, le KAPD soutient toutes les tendances révolutionnaires dans les sciences et les arts, dont le caractère correspond à l'esprit de la révolution *prolétarienne*.

En particulier le KAPD encourage toutes les entreprises sérieusement révolutionnaires qui permettent à la *jeunesse* des deux sexes de s'exprimer elle-même. Le KAPD rejette toute domination de la jeunesse.

La lutte politique contraindra la jeunesse elle-même à un développement supérieur de ses forces, ce qui nous donne la certitude qu'elle accomplira ses grandes tâches avec une clarté et une résolution totales. Dans l'intérêt de la révolution, c'est un devoir du KAPD que la jeunesse obtienne dans sa lutte tout le soutien possible. Le KAPD est conscient qu'également après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, un grand domaine d'activité revient à la jeunesse dans la construction de la société communiste : la défense de la république des conseils par l'armée rouge, la transformation du processus de production, la création de l'école du travail communiste qui résout ses tâches créatrices en union étroite avec l'entreprise.

Voilà le programme du Parti Communiste Ouvrier d'Allemagne. Fidèle à l'esprit de la Troisième Internationale, le KAPD reste attaché à l'idée des fondateurs du socialisme scientifique, selon laquelle la conquête du pouvoir politique par le prolétariat signifie l'anéantissement du pouvoir politique de la bourgeoisie. Anéantir la totalité de l'appareil d'Etat bourgeois avec son armée capitaliste sous la direction d'officiers bourgeois et agraires, avec sa police, ses geôliers et ses juges, avec ses curés et ses bureaucrates — voilà la première tâche de la révolution prolétarienne. Le prolétariat victorieux doit donc être cuirassé contre les coups de la contre-révolution bourgeoise.

Lorsqu'elle lui est imposée par la bourgeoisie, le prolétariat doit s'efforcer d'écraser la guerre civile avec une violence impitoyable. Le KAPD a conscience que la lutte finale entre le capital et le travail ne peut être enfermée à l'intérieur des frontières nationales. Aussi peu que le capitalisme s'arrête devant les frontières nationales et se laisse retenir par quelque scrupule national que ce soit dans sa *razzia* à travers le monde, aussi peu le prolétariat doit-il perdre des yeux, sous l'hypnose d'idéologies nationales, l'idée fondamentale de la solidarité internationale de classe.

Plus l'idée de la lutte de classe internationale sera clairement conçue par le prolétariat, plus on mettra de conséquence à en faire le leitmotiv de la politique prolétarienne mondiale, et plus impétueux et massifs seront les coups de la révolution mondiale qui briseront en morceaux le capital mondial en décomposition. Bien au-dessus de toutes les particularités nationales, bien au-dessus de toutes les frontières, de toutes les patries brille pour le prolétariat, d'un rayonnement éternel, le fanal : PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS.

Berlin. 1920.

-XVIII-

Statuts du Congrès constitutif du KAPD (avril 1920)

1. Peut devenir membre du parti quiconque reconnaît son programme et ses statuts.
2. Le KAPD est une organisation structurée centralement. Le parti s'organise à partir des districts économiques qui ont été fixés par son congrès. Afin de parfaire l'organisation, chaque district économique doit être décomposé en groupes locaux. Le nombre et le type de ces groupes locaux sont déterminés de manière indépendante par chaque district. Les districts économiques décident de manière indépendante de leurs statuts d'organisation, lesquels doivent respecter le cadre des statuts du parti national.
3. Les tâches du district économique sont la propagande, la mise en œuvre des actions décidées par le parti ainsi que l'encaissement des cotisations et la direction des affaires administratives du district.
4. La cotisation pour la caisse principale s'élève par mois et par adhérent à 50 pfennigs, qui doivent être collectés par le district économique et reversés à la caisse principale. Pour les membres qui sont au chômage ou qui sont malades, et que les groupes locaux dispensent de cotisation, il n'y a pas de redevances à l'égard de la caisse principale. La fixation du niveau des cotisations locales est laissée aux soins des groupes locaux.
5. Est exclu du parti celui qui agit à l'encontre des principes et des résolutions du parti. C'est l'assemblée générale du groupe local qui décide de l'exclusion, et elle ne devient définitive qu'après appel auprès de l'assemblée des délégués du district économique.
6. Un congrès ordinaire du parti a lieu au moins une fois par an, et il est convoqué par la direction centrale. Sur proposition d'au moins un tiers des districts économiques existants, la direction centrale est tenue de convoquer un congrès extraordinaire.
7. La convocation d'un congrès ordinaire doit être communiquée aux districts économiques au plus tard 4 semaines, et celle d'un congrès extraordinaire 8 jours, avant la date de tenue du congrès, en même temps que l'indication de l'ordre du jour provisoire. Les districts économiques doivent accuser réception de l'envoi de l'invitation au congrès. Toutes les motions proposées pour un congrès ordinaire doivent être remises au moins 14 jours avant le congrès à la centrale qui doit les soumettre aux districts économiques au plus tard 10 jours avant la date de tenue du congrès.
8. Le congrès constitue la représentation suprême du parti.
Ont le droit d'y participer :
 1. Les représentants élus des districts économiques dont le nombre est fixé en fonction de l'importance des camarades organisés. Chaque district économique a cependant le droit d'envoyer au moins un représentant.
 2. Les rédacteurs en chef et la direction centrale du parti.
 3. Les représentants de l'Union Ouvrière Générale.N'ont cependant droit de vote lors du congrès du parti que les délégués des districts économiques. Le congrès contrôle l'identité de ses participants, il élit sa direction et il établit lui-même son règlement.

Pour qu'une résolution du congrès soit valable, il suffit qu'elle soit votée à la majorité des présents.

9. Font partie des tâches du congrès du parti :
 - a) L'approbation des rapports d'activité de la direction centrale.
 - b) La fixation du lieu où la centrale aura son siège.
 - c) L'élection de la direction centrale.
 - d) L'embauche de secrétaires du parti rémunérés.
 - e) Le vote des résolutions sur l'organisation du parti et sur toutes les questions qui concernent la vie du parti.

La direction centrale se compose d'un délégué élu par district économique et d'un comité exécutif de 7 camarades qui est élu directement par le congrès à la majorité simple.

... La centrale et le comité exécutif doivent tenir une séance plénière au moins une fois par mois, et les participants y disposent des mêmes droits entre eux.

La centrale élargie a le droit, sous réserve de l'approbation ultérieure du congrès, de révoquer des membres du comité exécutif et de les remplacer par d'autres.

Les membres de la centrale élargie doivent s'enraciner dans les organisations de leur district économique et ils peuvent à tout moment être révoqués par eux et être remplacés par un autre représentant.

Tiré du *Kommunistische Arbeiterzeitung (Gross Berlin)*, n° 90 (1920)

Statuts de l'Organisation de combat (KO) du KAPD

- 1) Étant donné que le prolétariat révolutionnaire sait parfaitement que seule l'insurrection armée peut le libérer de la servitude, et que, d'autre part, la réaction l'obligera à combattre, il se voit contraint de créer une organisation grâce à la quelle il sera en mesure d'engager, l'heure venue, la lutte en tant qu'unité de combat pleinement fonctionnelle. Les districts constitueront donc à cette fin des sections de la KO ainsi nommée, dans lesquelles seront enrôlés si possible tous les camarades en état de porter une arme.
- 2) Ces sections doivent être subdivisées en fonction du nombre de leurs membres en compagnies, colonnes, groupes, etc.. La direction des sections citées ci-dessus est placée, en liaison avec l'organisation, entre les mains d'un représentant élu parmi les camarades.
- 3) Il faut accorder la plus grande attention à la discipline des camarades, et, d'autre part, l'obligation de secret est une exigence absolue en cas de travail illégal, car d'elle dépend la vie ou la mort de toute l'organisation. Les paragraphes suivants sont édités dans ce but, ils devront être présentés et expliqués dans le détail à chaque membre, et ils seront obligatoires pour eux. L'exécution du travail illégal (se procurer des armes) est soumis aux dispositions suivantes : il est interdit :
 1. De parler de quoi que ce soit, si ce n'est pas nécessaire, à propos d'actions et d'événements à l'intérieur de l'organisation.
 2. De parler de travaux illégaux, entre soi ou avec d'autres, en dehors des séances.
 3. Les manquements aux deux points précédents entraînent une sévère punition.
 4. Toutes les instructions et tous les ordres donnés par la direction doivent être exécutés strictement.
 5. Chaque section constitue un tribunal de section qui est composé de 3 camarades comme juges et d'un camarade comme défenseur.
 6. Toutes les infractions de nature minime sont traitées par ce tribunal de section.
 7. Les infractions plus graves comme la trahison et autres manquements du même type relèvent du jugement sans appel du tribunal du district correspondant.
 8. Un départ de la section n'est possible que dans certaines conditions (maladie, accident, etc.), et des explications sur ce départ sont soumises à une vérification particulière de la part de la direction. Il peut y avoir des permissions, mais uniquement dans des situations particulières.

Directives pour les reconnaissances, les liaisons, la protection, et le soutien de l'Organisation de combat (KO)

1. Reconnaissances : chaque groupe de combat d'une localité, faisant partie d'un district, doit reconnaître avec exactitude la situation militaire de l'adversaire dans la localité et dans ses environs. Il doit noter les positions, les casernes ou les écoles et les maisons occupées, les tranchées existantes, les lieux d'exercice des troupes, les pièces d'artillerie sur bâti, les stations de radio, les stations de pompage, les voies de métro, et autres choses similaires, sur les plans de ville, les cartes, les croquis de situation. Les forces de l'adversaire et des chefs de celui-ci doivent être détectées. Chaque dirigeant de district doit s'informer de la situation de l'ennemi (rassemblements de troupes, mouvements).
2. Liaisons : les liaisons à l'intérieur d'un district, avec les districts voisins et avec la direction centrale, doivent toujours être assurées de la manière la plus scrupuleuse. Par téléphone, cycliste, ou autre. Il ne doit pas arriver, même dans les combats les plus difficiles, que les liaisons soient interrompues.
3. Protection : chaque réunion des troupes de combat, chaque rassemblement, chaque arsenal doit être protégé. La protection est assurée comme en campagne par des sentinelles ou des factions.
4. Soutien mutuel : une fois que les combats, concernant des troupes avoisinantes, ont éclaté, ils doivent être soutenus dans la mesure où sa propre situation et ses propres forces le permettent. Il est nécessaire pour ce faire d'avoir des informations précises sur le terrain des municipalités voisines afin de pouvoir les aider par des tirs.
5. Rapports : Chaque direction locale doit envoyer des rapports de situation réguliers sur les forces, les armes, les positions, les combats, etc., au chef de district. Il revient la même tâche au district, lequel doit envoyer un rapport à la direction nationale, si possible au moyen de croquis, sur l'ensemble de la situation du district.

Remarque : La direction nationale indique à nouveau que seules la centralisation la plus stricte et l'application la plus énergique de la discipline pourront aider nos troupes à obtenir la victoire.

La direction nationale

Tiré des *Actes politiques du gouvernement de Düsseldorf, Armée rouge*, volume I, n° 15785, feuille 7

Déclaration de principe de l'Association Ouvrière Internationale (IAA)

1. Le syndicalisme révolutionnaire est le mouvement, fondé sur le terrain de la lutte de classe des couches populaires laborieuses, qui s'efforce de réaliser l'unité de tous les travailleurs intellectuels et manuels dans des organisations de lutte économiques, afin d'amorcer et de mettre pratiquement en œuvre leur libération du joug de l'esclavage salarié et de l'appareil d'oppression de l'État. Son but est la réorganisation de l'ensemble de la vie sociale sur la base du communisme libre au moyen de l'action révolutionnaire collective des classes laborieuses elles-mêmes. Il défend le point de vue selon lequel seules les organisations économiques du prolétariat sont aptes à remplir ces tâches, et c'est pourquoi, contrairement aux partis politiques ouvriers modernes qui ne peuvent pas être pris en considération pour des objectifs économiques constructifs, il s'adresse aux travailleurs en leur qualité de producteurs et de créateurs de valeurs sociales.

2. Le syndicalisme révolutionnaire est l'adversaire résolu de tous les monopoles économiques et sociaux, et il s'efforce d'obtenir leur élimination au moyen des communes économiques et des administrations d'entreprise des travailleurs de l'industrie et de la campagne, sur le terrain d'un système libre des conseils qui n'est subordonné à aucun pouvoir ou parti politiques. À la politique de l'État et des partis, il oppose l'organisation économique du travail; au gouvernement des hommes, l'administration des choses. C'est pour cette raison qu'il n'aspire pas à la conquête du pouvoir politique, mais à l'élimination de toute fonction étatique de la vie de la société. Il est d'avis que, avec le monopole de la propriété, le monopole de la domination doit elle aussi disparaître, et que l'État sous toutes ses formes, y compris sous la forme de la soi-disant "dictature du prolétariat", ne pourra jamais être un instrument de libération du travail, mais toujours et uniquement le créateur de nouveaux monopoles et de nouveaux privilèges.

3. La tâche du syndicalisme révolutionnaire est double : d'une part, il mène la lutte révolutionnaire quotidienne pour l'amélioration de la situation économique, intellectuelle et morale, des travailleurs à l'intérieur de l'ordre social actuel, et, d'autre part, son but le plus noble est de former les masses pour la gestion indépendante de la production et de la distribution, ainsi que pour la prise en mains de toutes les branches de la vie sociale. Il est convaincu que l'organisation d'un ordre économique qui s'appuie dans sa totalité sur les producteurs ne peut pas être fixée par des décisions du gouvernement et des décrets de l'État, mais uniquement par l'union de tous les travailleurs manuels et intellectuels dans chaque branche de production particulière, par la prise en charge de l'administration de chaque entreprise particulière par les producteurs eux-mêmes, et sous une forme telle que les groupes, les entreprises et les branches de production, soient des maillons indépendants de l'organisme économique général qui planifient, dans l'intérêt de la collectivité, l'ensemble de la production et de la répartition sur la base d'accords réciproques.

4. Le syndicalisme révolutionnaire est opposé à toutes les entreprises et organisations centralistes qui sont empruntées à l'État et à l'Église, et qui étouffent systématiquement l'initiative autonome et la pensée propre. Le centralisme est l'organisation artificielle du haut vers le bas qui transfère en bloc le règlement des affaires de tous à un petit nombre de personnes. C'est ainsi que l'individu devient une marionnette qui est guidée et commandée

d'en haut. Les intérêts de la collectivité doivent faire place aux privilèges de quelques-uns, la diversité à l'uniformité, la responsabilité individuelle à une morne discipline, et l'éducation au dressage. C'est la raison pour laquelle le syndicalisme révolutionnaire se place sur le terrain de l'union fédéraliste, c'est-à-dire de l'organisation du bas vers le haut, du rassemblement volontaire de toutes les forces sur la base des intérêts et des convictions communs.

5. Le syndicalisme révolutionnaire rejette toute activité parlementaire et toute collaboration avec les organismes législatifs. Même le droit de vote le plus libre ne peut atténuer les contrastes béants de classe dans la société actuelle, et le système parlementaire dans son ensemble n'a pour but que de donner l'apparence de la légalité à la domination du mensonge et de l'injustice sociale – de faire en sorte que les esclaves apposent le sceau de la loi sur leur propre esclavage.

6. Le syndicalisme révolutionnaire rejette toutes les frontières politiques et nationales tracées arbitrairement et il ne voit dans le nationalisme que la religion de l'État moderne derrière lequel se cachent simplement les intérêts des classes possédantes. Il ne reconnaît que des différences de type régional et il exige pour chaque groupe populaire le droit de pouvoir régler ses propres affaires, en accord solidaire avec toutes les autres organisations économiques, régionales ou nationales.

7. C'est pour la même raison que le syndicalisme révolutionnaire combat le militarisme sous toutes ses formes et qu'il considère la propagande anti-militariste comme l'une de ses tâches les plus importantes dans sa lutte contre le système existant. En fait partie au premier chef le refus de la conscription vis-à-vis de l'État et en particulier le boycott organisé des travailleurs contre la fabrication d'équipements militaires.

8. Le syndicalisme révolutionnaire se place sur le terrain de l'action directe. Il soutient toutes les luttes du peuple qui ne sont pas en contradiction avec ses objectifs d'abolition des monopoles économiques et du pouvoir de l'État. Il reconnaît comme moyens de lutte la grève, le boycott, le sabotage, etc.. L'action directe trouve son expression suprême dans la grève sociale générale dans laquelle les syndicalistes révolutionnaires voient en même temps le prélude à la révolution sociale.

9. Adversaires de toute violence organisée entre les mains de n'importe quel gouvernement révolutionnaire, les syndicalistes révolutionnaires ne méconnaissent pas que, dans les luttes décisives entre le présent capitaliste et l'avenir communiste libre, les choses ne se dérouleront pas sans accroc. Ils reconnaissent donc la violence en tant que moyen de défense contre les méthodes violentes des classes dirigeantes dans la lutte pour l'occupation des entreprises et de la terre par le peuple révolutionnaire. De même que l'expropriation des entreprises du pays doit être mise en œuvre en pratique par les organisations économiques révolutionnaires des ouvriers et qu'elle doit conduire sur la voie de la révolution sociale, de même la défense de la révolution ne peut pas être abandonnée à une organisation militaire déterminée ou à n'importe quelle autre organisation située à l'extérieur des unions économiques, mais elle doit être confiée aux masses elles-mêmes et à leur organisations économiques.

10. Le levier de l'émancipation et de la force créatrice du peuple laborieux pour la reconstruction de la société dans le sens du communisme libre réside uniquement dans son organisation économique révolutionnaire.

**Extrait des principes directeurs de l'Internationale Ouvrière Communiste
(KAI)**

La Troisième Internationale

1. La III^o Internationale est une création russe, une création du Parti Communiste Russe. Elle a été créée pour soutenir la Révolution russe, c'est-à-dire une révolution en partie prolétarienne, en partie bourgeoise.
2. Étant donné que la III^o Internationale devait soutenir aussi bien la Révolution russe prolétarienne que la Révolution russe bourgeoise, du fait du caractère double de la Révolution russe et du fait donc du caractère double également de *son but*, la III^o Internationale est devenue une organisation pour partie prolétarienne, pour partie capitaliste.
3. Dans la mesure où elle a appelé à la révolution, à l'expropriation des capitalistes, elle a été une organisation prolétarienne ayant en vue l'abolition du capitalisme; mais dans la mesure où elle a conservé le parlementarisme, les syndicats, la dictature du parti ou des chefs, elle a été une organisation bourgeoise qui a été créée pour garder le capitalisme en état et pour le développer. Car le parlementarisme, les syndicats et la dictature du parti ou des chefs, ne conduisent pas au communisme, mais à la conservation du capitalisme.
4. La III^o Internationale a donc été depuis le début une organisation en partie contre-révolutionnaire.
5. Cette organisation a donc conduit aussi, dans les pays européens, non pas à la victoire mais à la défaite du prolétariat.
6. Et quand maintenant, et depuis le printemps de 1921, le parti bolchevik qui exerce sa dictature sur la Russie est passé au capitalisme, il a aussitôt obligé la III^o Internationale à revenir au capitalisme, et la III^o Internationale est devenue maintenant en fait, à partir de l'été de 1921, complètement capitaliste et bourgeoise. La révolution a été abandonnée, elle n'a plus aspiré qu'à des réformes, et la construction du capitalisme est devenue son but.
7. Puisque le capitalisme russe devait être construit, et que ce capitalisme ne pouvait pas être construit sans la restauration et la construction du capitalisme européen, la III^o Internationale a été obligée d'abandonner la révolution et de revenir au réformisme, c'est-à-dire de se fixer comme but la construction du capitalisme.
8. Et c'est pourquoi, pour construire le capitalisme, la III^o Internationale s'associe maintenant avec les Internationales 2 et 2½ pour le développement du capital européen – de même que le parti bolchevik russe, désormais capitaliste, s'associe avec les gouvernements capitalistes européens et avec le capital européen afin de construire le capitalisme russe.
9. Le but des Internationales 2, 2½ et 3 est donc le même que celui des États et des gouvernements capitalistes. Le front uni de ces 3 Internationales est le front uni avec le capitalisme.
10. Pendant que le capitalisme se trouve dans une crise mortelle et qu'il n'y voit pas d'issue, le gouvernement soviétique et la III^o Internationale s'offrent pour le sauver.
11. C'est pourquoi la III^o Internationale, de même que le parti bolchevik russe, est devenue une organisation complètement contre-révolutionnaire qui trahit le prolétariat. Elle est à mettre sur le même plan que les Internationales 2 et 2½.

12. De même que le prolétariat est dans tous les pays un instrument entre les mains des partis sociaux-démocrates, des partis bourgeois et des partis réactionnaires, pour conserver, pour développer et pour étendre de par le monde le capitalisme, ainsi que pour livrer le gouvernement et le pouvoir à ces partis et à leurs chefs, de même le prolétariat est maintenant aussi un moyen entre les mains de la III^e Internationale dans le même but. Son but n'est pas la révolution, pas l'émancipation du prolétariat, mais son propre pouvoir dans l'État bourgeois et l'esclavage du prolétariat.

L'Internationale Ouvrière Communiste

1. Plus la situation de l'ensemble du prolétariat international, en plein milieu d'un capitalisme mondial qui se trouve dans sa crise mortelle, réclame la révolution prolétarienne comme l'accomplissement de sa tâche politique pratique quotidienne, et moins, d'autre part, l'attitude spirituelle et le contexte organisationnel de la classe ouvrière internationale correspondent à cette exigence d'une importance historique mondiale. L'enchaînement de l'écrasante majorité du prolétariat mondial aux cours des idées de la propriété privée bourgeoise et aux formes de la communauté de travail capitaliste-prolétarienne internationale, que toutes les organisations existantes du prolétariat, séparées et unies, encouragent, met les prolétaires révolutionnaires de tous les pays devant la conséquence, historiquement inévitable, de la fondation d'une nouvelle Internationale prolétarienne.
2. Cette nouvelle Internationale prolétarienne, *l'Internationale Ouvrière Communiste*, soutient la lutte de classe purement révolutionnaire prolétarienne dont la tâche pratique est l'abolition de la propriété privée capitaliste bourgeoise et sa transformation en une communauté socialiste prolétarienne. Au-delà, elle lutte fondamentalement pour la réalisation de la société communiste.
3. Reconnaisant le fait que les conditions objectives pour la chute de la bourgeoisie et pour la domination du prolétariat sont données, elle place au premier plan de son activité le principe du développement de la conscience de classe du prolétariat, c'est-à-dire le fait de favoriser la compréhension de la part du prolétariat de la nécessité historique de l'abolition immédiate du capitalisme et donc d'éveiller son énergie volontaire en vue de la révolution prolétarienne.
4. Le but qu'elle se fixe transforme la position et la direction anticapitalistes ouvertes (aussi bien du point de vue de la forme que de celui du contenu) de toute sa lutte en condition. Son point de repère suprême n'est pas l'intérêt particulier de certains groupes d'ouvriers nationaux, mais l'intérêt commun de l'ensemble du prolétariat mondial : la révolution prolétarienne mondiale.
5. Comme premier pas sur le chemin vers son but, elle s'efforce d'obtenir la proclamation de la dictature de classe du prolétariat sous la forme de la destruction des pouvoirs d'État capitalistes et de l'instauration des pouvoirs d'État prolétariens (États des conseils). Elle refuse toutes les méthodes de lutte réformistes et elle lutte avec les armes anti-parlementaires et anti-syndicales de la lutte de classe prolétarienne révolutionnaire pour la création des conseils ouvriers révolutionnaires et des organisations d'entreprise révolutionnaires (Union ouvrière).
6. Elle lutte tout particulièrement contre les organisations internationales existantes du prolétariat (les Internationales de Londres, de Vienne et de Moscou) qui, en tant que complices de la bourgeoisie dans leur tentative commune de restauration du capitalisme mondial, font tout leur possible pour mettre sur pied le front uni de la bourgeoisie et du

prolétariat contre la révolution prolétarienne mondiale, et qui par conséquent constituent l'obstacle le plus dangereux pour l'émancipation du prolétariat.

Tiré du *KAZ (tendance d'Essen)*, n° 1 (1922)